

proché, on nous soumettra un projet pour coordonner le réseau des voies ferrées nationales, je crois que nous devons nous estimer heureux d'avoir dans notre gouvernement un ministre des Chemins de fer reconnu comme l'un des plus éminents hommes d'affaires du pays. Le problème qu'il doit résoudre est bien compliqué, mais, nous, Canadiens, comprenons qu'il ne doit pas remplir seul cette besogne. Il doit faire sa part, nous devons lui donner notre appui, et coopérer avec lui dans le travail pour faire du service de notre réseau de voies ferrées canadiennes un service qui donnera des bénéfices et deviendra ainsi le plus avantageux possible pour le peuple canadien. Je crois, honorables messieurs, que si nous donnons, comme membres de cette Chambre et citoyens du Canada, tout l'encouragement possible au ministre des Chemins de fer et tout le commerce possible à nos voies ferrées nationales, nous verrons bientôt le jour où le chemin de fer canadien sera en meilleur état qu'aujourd'hui et deviendra une source de bénéfices au lieu d'une charge pour le Canada.

Le discours du trône nous apprend que des efforts nouveaux seront tentés pour attirer des immigrants vers nos terres vierges et que des négociations devront être entamées avec d'autres pays pour étendre nos opérations commerciales. Il nous parle aussi d'une nouvelle coordination du service de notre défense nationale et des besoins de nos soldats rapatriés. Honorables messieurs, je déplore de ne pas voir, tant dans cette Chambre que dans l'autre, un plus grand nombre d'hommes connaissant les problèmes qui confrontent le soldat revenu de la guerre, mais je sais que nous avons parmi nous, dans les deux Chambres du Parlement, des honorables messieurs qui aideront de toutes leurs forces et de toute l'habileté dont ils peuvent disposer, à trouver, en tenant compte des finances du pays, une solution de ces problèmes. Le discours du trône fait aussi mention de la grande question de l'agriculture. Tous savent qu'à l'heure actuelle l'industrie agricole n'est pas aussi prospère qu'elle ne l'était jadis. Nous savons que la classe agricole a eu à souffrir d'une grande baisse dans le prix de ses produits tandis que le coût de la production n'a pas diminué dans la même proportion. Ceci a créé un grand malaise. Les rapports des journaux nous annoncent une dépression dans l'exportation des produits principaux de l'agriculture. Nous constatons avec regret que l'exportation seule du lard fumé canadien accuse une diminution de près d'un million de

livres. Et c'est le Danemark qui a gagné presque tout ce que nous avons perdu. Il y a là quelque chose qui pêche et le Gouvernement devrait prendre les moyens d'apporter remède à cette situation. Je ne dis pas cela dans une intention hostile, mais, honorables messieurs, je crois que si les autres industries ont subi une dépression aussi forte que l'industrie du lard, les agriculteurs sont en quelque sorte justifiables de chercher à obtenir une plus forte représentation et plus de défenseurs au Parlement du Canada et dans les assemblées législatives provinciales.

J'aimerais maintenant à vous parler des déplorable conditions de notre commerce de bestiaux. Dans le pays qui touche à notre frontière sud, on a établi un tarif de douanes qui nous empêche d'exporter avec avantage nos bestiaux aux États-Unis. Une autre difficulté s'offre à nous. Un beau jour, nous lisons dans les journaux que l'embargo placé sur l'exportation de nos bestiaux en Europe vient d'être aboli. La nouvelle est niée le lendemain. Nous faisons aussi bien d'en prendre notre parti, et de ne plus attendre la suppression de l'embargo. Dans ce cas, honorables messieurs, que nous faut-il faire? A moins de voir bientôt la ruine de notre commerce des bestiaux, comme nous avons vu celle du commerce de notre lard, nous devons étudier et prendre les meilleurs moyens d'apporter à l'éleveur de bestiaux toute l'aide possible pour l'encourager à persévérer dans son commerce. Si nous ne prenons ces moyens, le résultat sera qu'au lieu de diminuer, les prix payés par le consommateur augmenteront en raison de la diminution qui aura certainement lieu dans la production. Quelle est le remède? Que ferons-nous? Que devons-nous suggérer? Nous ne devons pas être des démolisseurs; nous devons édifier. Nous possédons une marine marchande importante que nous avons acquise au prix de dépenses considérables payées par le peuple canadien—je ne veux discuter ici sur la manière dont elle fut acquise — nous possédons cette marine; pourquoi ne tirons-nous pas avantage de ces nombreux vaisseaux en y installant des appareils frigorifiques? Ainsi, la préparation de nos viandes pourrait être terminée en territoire canadien. Pourquoi nos bestiaux ne recevraient-ils pas des aliments produits par le sol canadien, des soins d'ouvriers canadiens, pourquoi ne seraient-ils pas abattus aux ports de mer canadiens et expédiés à Liverpool sous forme de viandes frigorifiques? Ainsi, l'argent provenant des bénéfices de ce commerce ou payé en sa-